

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

NON-APPLICATION DU DISPOSITIF LÉGISLATIF DE PRÉVENTION DES MALVERSATIONS DANS L'ADMINISTRATION

Où en est la formation des fonctionnaires algériens aux risques de corruption ?

Encore une autre disposition non appliquée de la loi du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption ; celle de la formation des fonctionnaires algériens aux risques de corruption. Dans le Soir Corruption du lundi 18 juin 2012, nous avons mis en exergue la non-adoption de codes de conduite pour les agents publics. Un fonctionnaire non averti et non initié aux risques de corruption est un agent public vulnérable et corruptible. Pourquoi le gouvernement algérien ne fait rien pour préparer les fonctionnaires à la prévention contre la corruption ?

Pourtant, parmi les mesures préventives dans le secteur public (Titre II de la loi sus-citée), l'article 3 traite «du recrutement» : «Dans le système de recrutement des fonctionnaires du secteur public et pour la gestion de leurs carrières, il est tenu compte des règles suivantes :

1) les principes d'efficacité et de transparence et les critères objectifs tels que le mérite, l'équité et l'aptitude ;

2) les procédures appropriées pour sélectionner et former les personnes appelées à occuper des postes publics considérés comme particulièrement exposés à la corruption ;

3) outre un traitement adéquat, des indemnités suffisantes ;

4) l'élaboration de programmes d'éducation et de for-



Photo : DR

mation adéquats de manière à permettre aux agents publics de s'acquitter de leurs fonctions d'une manière correcte, honorable et adéquate et de les faire bénéficier d'une formation spécialisée qui les sensibilise davantage aux risques de corruption.»

La notion d'administration publique est entendue dans son acception large, couvrant les services de l'ensemble du secteur public, tels que l'administration de l'Etat, des collectivités locales et les établissements et entreprises publiques.

Les exigences éthiques et de la lutte contre la corruption concernent donc l'ensemble de l'administration publique.

Prévention et évaluation des risques et secteurs vulnérables

Une bonne prévention suppose d'abord une appréciation objective des risques. Le Greco a relevé souvent l'absence d'analyse systématique des facteurs de risques (exemple : conflits d'intérêts, obtention d'avantages indus, absence de règles relatives au signalement des infractions commises au sein de l'administration, etc.) et des secteurs vulnérables à la corruption (exemple : marchés publics, prestations de soins de santé, délivrance de permis et de licences). Il a donc recommandé, dans certains cas, de parvenir à une meilleure connaissance des secteurs vulnérables et des pra-

tiques concernées afin de mieux prévenir et détecter des pratiques telles que les pots-de-vin, le trafic d'influence, le favoritisme, etc. Les autorités doivent veiller à ce que la volonté de prévenir la corruption se reflète dans le processus décisionnel de l'administration. Ceci est notamment illustré par certaines recommandations insistant sur la nécessité de vérifier que les procédures administratives, en particulier celles où l'administration dispose d'une marge importante d'appréciation, permettent d'éviter de possibles abus. Concrètement, cela concerne par exemple la prévisibilité, la transparence, la célérité et l'efficacité des procédures, la collégialité de la prise de déci-

sions, l'obtention d'avis préalables d'organismes habilités, la consultation des citoyens ou des individus concernés, la publication d'informations d'intérêt public, l'accès aux documents officiels, etc. En Algérie, la lenteur ou l'inefficacité des procédures administratives s'est avérée comme étant l'une des causes principales de la corruption. Le recours à des centres de services aux citoyens ou à des prestations de services disponibles sur Internet ou encore la réduction des délais pour l'octroi de certains permis et licences sont considérés comme autant de moyens permettant de réduire la corruption. Il est donc particulièrement recommandé que tous les agents publics bénéficient de formations adéquates en matière de déontologie, non seulement juste après leur recrutement mais aussi dans le contexte de la formation continue et notamment pour les postes les plus exposés aux risques de la corruption.

Les formations devraient comprendre des discussions sur la résolution de cas pratiques concrets et spécifiques. Il faut aussi souligner que l'information adéquate des agents sur leurs droits et obligations, ainsi que sur les risques de corruption ou d'abus inhérents à l'exercice de leurs fonctions, le dialogue et l'engagement éclairé des agents d'y souscrire, contribuent à rappeler l'importance de l'exigence éthique requise de la part de tout agent et à promouvoir une culture d'intégrité.

Djilali Hadjadj

DES MOTS POUR LE DIRE

«Passée l'euphorie de l'indépendance...»

«Passée l'euphorie de l'indépendance, la population ne s'est généralement pas reconnue dans ce pouvoir, elle a conservé une attitude assez proche de celle qu'elle avait face à l'administration coloniale. L'Etat est resté une abstraction qui n'engendre pas la loyauté. Les relations sont personnelles : elles impliquent faveurs et obligations, de moins en moins réciproques. L'administration qui est une notion moderne héritée de la colonisation forme une entité en soi, elle ne se sent pas au service, à l'écoute du public ; au mieux elle veut imposer sa vision du développement, au pire elle veut d'abord se perpétuer pour son propre profit.»

Henri-Philippe Cart,
du Département fédéral suisse
des affaires étrangères,
lors d'un colloque sur les droits
humains, tenu à Fribourg
en 1994.

Les élus corrompus désormais interdits d'élection au Brésil

Au Brésil, on ne plaisante plus avec les politiciens véreux. La Cour suprême vient de rendre inéligibles les candidats déjà condamnés par la justice.

Une petite révolution dans la rocambolesque politique brésilienne, où même les plus corrompus pouvaient user de tous les stratagèmes juridiques pour s'accrocher à leurs mandats. Mais tout a changé depuis que l'Ordre des avocats du Brésil a lancé une grande pétition il y a quelques

années. Pour qu'une candidature soit validée, on exige du postulant un casier judiciaire vierge. En cas de condamnation en deuxième instance, il devient inéligible pendant huit ans. La pétition est signée par 2 millions d'électeurs. Une importante mobilisation dans un pays qui souffre parfois d'apathie politique. Sans coup férir, le Parlement avait ratifié cette loi d'initiative populaire, promulguée en juin 2010. Avant le feu vert de la Cour suprême, de nombreux

candidats et élus qui avaient été condamnés pouvaient se maintenir dans leurs fiefs électoraux respectifs. L'exemple le plus illustre est celui de l'ancien maire et gouverneur de São Paulo, régulièrement accusé de détournement de fonds, mais qui a longtemps trouvé le moyen de passer à travers les mailles du filet. D'autres, plus malins, pouvaient démissionner avant de se représenter devant leurs électeurs au scrutin suivant. De tels artifices ne seront désor-

mais plus possibles. Mais jusqu'où va aller cet effort de moralisation ? Les élections municipales d'octobre 2012 seront les premières à se tenir sous l'égide de la nouvelle loi.

Personne ne parle encore de chasse aux sorcières ni de dictature de l'opinion publique. Mais après une telle mobilisation des électeurs et des médias locaux, les politiciens brésiliens n'ont plus qu'à bien se tenir.

D. H.

Les questions qu'un fonctionnaire doit se poser

Ai-je le pouvoir de faire ce que je veux ? Ou est-ce que j'interprète mes pouvoirs selon mes propres critères ? Mon exercice du pouvoir est-il en accord avec ses objectifs ? Mon action est-elle fondée ? Est-ce que je tiens compte de toute l'information pertinente, en excluant toute considération inutile ? Les motifs de mes décisions sont-ils exacts et légitimes ? Et pourront-ils résister à l'examen indépendant et informé d'un juge ? Entendrai-je et considérerai-je les

points de vue des personnes susceptibles d'être affectées par ma décision ? Les ai-je suffisamment informées pour qu'elles puissent entreprendre des démarches ? Ai-je accordé le temps nécessaire pour des consultations et des démarches ? Dois-je décider à l'avance ?

En d'autres termes, est-ce que je suis la politique du ministère, de la wilaya ou de l'APC, sans considérer les particularités de l'affaire ? Existe-t-il un conflit d'intérêts me

concernant ou concernant quelqu'un d'autre, impliqué dans la prise de décision, qui pourrait donner l'impression de parti-pris ? Y a-t-il une raison de croire que mes actions ne sont pas justes ? Ai-je donné l'impression d'agir différemment de ce qu'on attend de moi ? L'action que je propose peut-elle être interprétée comme un détournement de pouvoir ou être si déraisonnable qu'elle sera censurée ?

LSC